

Sadou Diallo: "Le gouvernement français sait qui soutient les terroristes. Il y a le Qatar"

Créé le 04/07/2012 à 08h15

Vincent Parizot recevait mercredi Sadou Diallo, maire de Gao au Mali. Sept mausolées de saints musulmans et l'entrée d'une des plus grandes mosquées de Tombouctou ont été démolis, ces derniers jours, par le groupe islamiste armé lié à Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Ce matin sur RTL, Sadou Diallo, le maire de Gao, de passage à Paris pour demander de l'aide à la France et à la communauté internationale, est venu témoigner des destructions qui se déroulent dans son pays depuis la prise du pays par les islamistes. Il a raconté aussi comment la vie quotidienne est devenue un enfer pour les habitants. C'est un témoignage

Extraits de l'interview:

"Nous avons affaire à du terrorisme, nous avons affaire au MNLA il faut appeler les choses par leurs noms. (...) Je fais un cri de cœur à la France. Il faut qu'elle vienne à notre secours parce que je me rappelle qu'il y a un an la France est venue au secours de la Libye qui est une colonie de l'Italie. Nous, nous sommes la colonie, c'est un devoir moral pour eux de venir à notre secours. Tous les jours, nos filles, nos femmes sont violées, nous n'avons pas les moyens de les secourir. Si moi je cours à travers le monde, c'est pour faire un cri de cœur et mon cri de cœur doit être entendu par la France, particulièrement par la France. C'est mon souhait."

Est-ce que vous pensez qu'une opération militaire est possible au Nord Mali?

"Je crois qu'on n'a même pas besoin d'attendre l'autorisation de mon gouvernement pour faire une opération parce que c'est un devoir. (...)"

Est-ce qu'il y a des pays qui soutiennent les islamistes, qui leur livrent des armes ?

"Mais naturellement les pays les soutiennent (...). Le gouvernement français sait qui soutient les terroristes. Il y a le Qatar par exemple.

Ce que je voudrais dire, c'est que si l'opinion internationale n'intervient pas dans la région de Gao, si on laisse se faire enrôler des jeunes, si on forme ces gens après deux mois, on ne peut plus rien faire."